



## 84e du Congrès de l'Acfas

# Colloque 462 - Crises des gauches, crises des modèles de développement : la redéfinition du politique en Amérique latine

Du jeudi 12 mai à 09 h 00 au vendredi 13 mai à 12 h 00.

### Responsable(s)

Nancy THÈDE *UQAM - Université du Québec à Montréal*, Mélanie DUFOUR-POIRIER *Université de Montréal*

### Description

Les transformations sociales, politiques et économiques récentes dans les Amériques relèvent d'un processus de redéfinition du politique, devenu plus évident dans le contexte actuel de « fin de cycle » des régimes dits progressistes. En effet, depuis une quinzaine d'années, on constate un élargissement des pratiques démocratiques et citoyennes à l'extérieur du champ institutionnel traditionnel, en même temps qu'un rétrécissement des libertés publiques et une augmentation des pouvoirs de répression de la part des autorités étatiques. Par ailleurs, la mobilisation et l'action collective des acteurs sociaux sont de plus en plus ancrées à l'échelle locale ou régionale et prennent souvent la forme de mouvements de défense des collectivités face à l'accélération de la détérioration des milieux de vie. Ces mobilisations donnent parfois lieu à une revalorisation par les populations locales de leur pouvoir d'agir à différentes échelles, lequel vise à contrer l'effet des menaces qui pèsent sur leur qualité de vie et leurs conditions de survie. Dans d'autres cas, des conflits sociaux émergent et favorisent l'enracinement de pratiques autoritaires telles que la répression, la corruption et l'utilisation de la violence.

Ces dynamiques contradictoires engendrent des innovations politiques importantes dont l'étude systématique contribue à éclairer les trajectoires de construction de la citoyenneté (droits citoyens et inclusion politique) dans les Amériques. L'actuelle redéfinition, voire réinvention, du politique se situe à la croisée des tensions que nous observons entre deux versants de la société : 1) les espaces publics / lieux physiques et médiatisés de débats entre citoyens sur les enjeux qui concernent la gestion de la chose publique; et 2) les espaces de vie / territoires ou lieux à l'intérieur desquels s'organisent la production et la reproduction sociale (Thede et Dufour-Poirier, 2014). Ce colloque explorera certaines des dimensions actuelles de ce processus.

### Jeudi 12 Mai 2016

9 h 00 - 9 h 30

#### La redéfinition du politique

Communications orales

Présidence/animation : Charmain LEVY *UQO - Université du Québec en Outaouais*

Bâtiment – Local : Pavillon Hubert-Aquin (A) – A-2855

9 h 00 Charmain LEVY *UQO - Université du Québec en Outaouais*

#### Mot de bienvenue

9 h 15

Mélanie DUFOUR-POIRIER *Université de Montréal*, Nancy THÈDE *UQAM - Université du Québec à Montréal*

## La redéfinition du politique

Sorte de caléidoscope des expériences de démocratie et de re-démocratisation des espaces de vie et des espaces publics, l'Amérique latine connaît de multiples innovations sur le plan de la mobilisation sociale. Des virages à gauche ont transformé le paysage des projets citoyens et des alliances politiques et ces changements ont généré de nombreuses continuités et ruptures, avancées et reculs, contradictions et conflits en ce qui a trait au recadrage et à la réappropriation du politique par les acteurs concernés. Cette communication vise à expliquer en quoi et comment ces cadres et ces pratiques de mobilisation sociale ont nourri les réflexions des acteurs et les ont guidés dans leurs efforts de *s'approprier le politique* et, surtout, *de le faire autrement*.

9 h 30 - 10 h 45

### **Extractivisme, mouvements sociaux et acteurs de la protestation sociale**

Communications orales

Présidence/animation : Julián DURAZO HERRMANN *UQAM - Université du Québec à Montréal*

Discutant : Julián DURAZO HERRMANN *UQAM - Université du Québec à Montréal*

Bâtiment – Local : Pavillon Hubert-Aquin (A) – A-2855

9 h 30 Esperanza MORENO *Mining Watch Canada*

### **Extractivisme et criminalisation des défenseurs des terres et de l'environnement dans les Amériques**

Ce phénomène, objet d'une préoccupation croissante des organismes internationaux et dans la recherche universitaire, est présenté en détails dans le cas de cinq pays des Amériques dans le rapport de *Mining Watch Canada* et de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (2015). Un processus d'intensification de la répression et de la violence faite aux communautés affectées par les entreprises minières canadiennes est en cours dans les Amériques. Les défenseurs de la terre et de l'environnement sont criminalisés, selon un continuum allant de la stigmatisation et la persécution ou les menaces de persécution légale, à l'utilisation de la force, violente et parfois mortelle. L'intensification de la militarisation et de la répression armée de la dissidence face au modèle minier *extractiviste* est présentée, par les acteurs étatiques et non étatiques qui défendent ce modèle, comme des actions visant à contenir la « menace à la sécurité nationale ».

9 h 45 Karine VANTHUYNE *Université d'Ottawa*, Marie-Christine DUGAL *Université de la Saskatchewan*

### **Entre action directe et politique formelle : exercice du pouvoir politique chez les autochtones du Guatemala à l'ère du néoextractivisme**

Cette communication s'appuie sur une recherche ethnographique et historique que nous menons conjointement auprès d'opposants à la Mina Marlin au Guatemala. Depuis 2008, le *Frente de defensa miguelense* (FREDEMI) a organisé diverses actions directes (tel le blocage de routes) pour dénoncer la violation du droit au « consentement libre, informé et préalable » des communautés affectées par la mine à San Miguel Ixtahuacan, département de San Marcos. Depuis 2011, en formant un comité civique, FREDEMI a parallèlement investi le champ institutionnel traditionnel pour proposer une alternative concrète au gouvernement municipal de San Miguel qui selon lui, est entièrement corrompu par la compagnie minière propriétaire de la Mina Marlin, Goldcorp Inc. Notre communication cherchera à mettre en lumière les différentes logiques selon lesquelles c'est tantôt l'action directe, tantôt la politique formelle, qui est priorisée par les membres de FREDEMI pour exprimer leur opposition aux activités de Goldcorp. Ce faisant, nous nous attacherons à souligner les continuités et innovations historiques qui nous semblent être à l'œuvre quant à

l'exercice du pouvoir politique en milieu autochtone rural au Guatemala en cette ère dite *néo-extractiviste*.

- 10 h 00 Emmanuelle CHAMPION *Chaire de responsabilité sociale et de développement durable*  
**Pour une corégulation de la responsabilité sociale de l'entreprise : une réflexion sur la transformation des modalités d'action des mouvements sociaux**

Depuis les années soixante-dix, la question de l'encadrement juridique des activités extraterritoriales des entreprises transnationales fait l'objet d'un important débat public que les mouvements sociaux n'ont cessé d'alimenter, en dénonçant notamment les violations aux droits de l'homme commises dans le secteur extractif. Si plusieurs occupent le terrain judiciaire, d'autres acteurs ont cherché à émerger comme une source de normativité dans le champ de régulation de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). Ce faisant, ils se sont engagés dans une lutte de sens en dénonçant, d'une part, le modèle de l'autorégulation et en imaginant, d'autre part, des modalités de mise en œuvre auxquelles la société civile serait associée pour donner corps à une co-régulation de la RSE. Dans cette communication, nous discuterons des défis posés par cette lutte qui repose sur des modalités propres aux entrepreneurs de l'innovation sociale éloignant ainsi les mouvements sociaux des formes traditionnelles d'action collective.

- 10 h 15 Nancy THÈDE *UQAM - Université du Québec à Montréal*  
**Restreindre et contraindre les espaces publics : l'effet de l'extractivisme sur la citoyenneté en Amérique latine**

La *criminalisation de la contestation sociale* en Amérique latine et ailleurs est souvent dénoncée comme un effet des politiques néo-libérales dans un monde *globalisé*. Dans cette communication, je présente un survol et une typologie des transformations subies par les espaces publics depuis les 20 dernières années, en examinant notamment la redéfinition de trois droits civils fondateurs des espaces publics (liberté d'expression, d'association et d'assemblée), ainsi que les nouveaux modes de gestion des manifestations par les forces de sécurité. L'analyse portera sur un pays à régime néo-libéral (le Pérou) et un régime *post* néo-libéral (la Bolivie), ceci dans un double but. En premier lieu, celui d'identifier des tendances communes et d'évaluer si elles peuvent, ou non, être attribuées au néo-libéralisme. Faut-il, au contraire, examiner d'autres explications (dont, par exemple, les politiques *néo-développementistes*) ? En deuxième lieu, je proposerai quelques pistes de réflexion sur l'ampleur de ce phénomène et son impact sur les structures et les processus de la démocratie.

- 10 h 30 Discussion

- 10 h 45 Pause

11 h 00 - 12 h 00

### **Peuples autochtones et transformation du politique**

Communications orales

Bâtiment – Local : Pavillon Hubert-Aquin (A) – A-2855

- 11 h 00 Vildan Bahar TUNCAY *Université Laval*  
**Stratégies d'innovation politique pour le renversement de la marginalisation sociale et économique : le cas des groupes autochtones en Équateur**

Plus précisément, ces innovations consistent à s'intégrer dès le début du vingtième siècle dans les politiques économiques de développement de l'État équatorien et non d'y résister contrairement à leurs pairs andins et amazoniens. Cette stratégie leur a permis de développer une certaine indépendance économique vis-à-vis ressources de l'État. Une autre stratégie a été l'adoption de la langue espagnole comme moyen de communication et des codes vestimentaires des groupes métis dès la période coloniale pour ne pas être les cibles

des stratégies assimilationnistes de l'administration espagnole, dans un premier temps, et celles de l'État équatorien, dans un deuxième temps. La communication a comme objectif de présenter les éléments de marginalisation spécifiques aux groupes autochtones du littoral équatorien dans les périodes pré-hispanique, coloniale et républicaine et d'identifier les innovations politiques pour être considérés comme des *acculturés* et non comme des *autochtones*. En disparaissant des imaginaires nationaux et étatiques comme Autochtones, ils ont pu d'éviter d'être les cibles des différentes politiques *assimilationnistes*.

- 11 h 15 Ximena Angélica CUADRA MONTOYA UQAM - *Université du Québec à Montréal*  
**La mobilisation autochtone contre les industries extractives au Chili : le multiculturalisme néolibéral a-t-il été une menace pour les processus politiques?**

En 2008, le Chili a signé la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail sur les Droits des peuples autochtones et tribaux. Dans la littérature sur les changements des cadres de reconnaissance autochtone en Amérique Latine, il s'est discuté de la menace que ces politiques représentent pour les processus politiques des autochtones (Hale, 2002; Postero, 2004; Richard et Gardner, 2013). Premièrement, ces reconnaissances seraient de nature multiculturelle puisqu'elles acceptent la différence, représentant ainsi les autochtones face aux sociétés majoritaires, mais n'octroieraient point des droits politiques substantiels. Deuxièmement, les entreprises et le gouvernement utiliseraient ce cadre pour faire avancer l'agenda du capitalisme global à travers des mécanismes d'accommodements afin d'intégrer les autochtones aux dynamiques de l'économie néolibérale. Ainsi, j'analyserai le cadre des changements institutionnels au Chili tout en soutenant que les politiques extractivistes acceptent ce caractère multiculturel. Par contre, je montrerai que la mobilisation contre l'industrie hydroélectrique, dans les cas des Mapuches, n'a pas nécessairement affaibli leur processus d'organisation dans un contexte de négociation. Plutôt, on retrouve de nouvelles expressions de repolitisation des revendications autochtones qui s'expriment à travers la lutte pour la reconnaissance de leur droit au consentement libre, préalable et éclairé ainsi qu'à maintenir leurs propres modes de vie.

- 11 h 30 Marie-Dominik LANGLOIS UQAM - *Université du Québec à Montréal*  
**Enjeux entourant la consultation en contexte minier et les droits autochtones : le cas du peuple xinka et Minera San Rafael au Guatemala**

Le peuple xinka est un peuple autochtone au sud-est du Guatemala en processus de (re)vitalisation identitaire. Depuis 2009, des communautés xinkas commencèrent à s'opposer à la présence minière dans leur région et menèrent des actions pour défendre leur droit à la consultation. Pourtant, à la différence de la résistance menée en territoire maya, la stratégie légale s'est centrée sur le code municipal plutôt que la Convention 169 sur les peuples autochtones de l'Organisation internationale du Travail. Quelles sont les implications d'une telle stratégie par rapport au processus de (re)construction identitaire xinka ?

12 h 00 - 13 h 30

**Dîner**

Dîner

Bâtiment – Local : Site du congrès – Dîner libre

13 h 30 - 15 h 00

**La solidarité internationale, les droits humains et la transformation du politique**

Communications orales

Présidence/animation : Charmain LEVY UQO - *Université du Québec en Outaouais*

Discutant : Charmain LEVY UQO - *Université du Québec en Outaouais*

Bâtiment – Local : Pavillon Hubert-Aquin (A) – A-2855

13 h 30 Ludivine TOMASSO *UQAM - Université du Québec à Montréal*  
**Mobilisation des femmes autour de la question de l'impunité à l'endroit des crimes commis pendant les conflits internes : l'exemple de l'Uruguay et du Chili**

L'Uruguay et le Chili présentent deux trajectoires historiques différentes, mais ces deux pays ont été marqués par des épisodes de violences internes et des régimes militaires autoritaires. Dans les deux cas, une des solutions mises en œuvre pendant la transition vers des régimes plus démocratiques a été la mise en place de mécanismes censés établir la vérité « officielle » sur les violations des droits de l'homme commises. Pourtant, ces processus sont aujourd'hui critiqués notamment en ce qui concerne l'intégration des expériences des femmes. Il s'agit donc d'examiner ici de quelle manière les groupes de femmes/féministes tentent de remettre en question cette version « officielle » de la mémoire de la violence. Il s'agit de voir notamment comment certains groupes tentent de faire émerger des contre-mémoires de la représentation de l'expérience des femmes et, plus précisément, de l'expérience des survivantes de violence sexuelle. Ø *Mobilisation des femmes autour de la question de l'impunité à l'endroit des crimes commis pendant les conflits internes : l'exemple d'Uruguay et du Chili*

13 h 45 Sara LARA FLORES *Universidad Nacional Autónoma de México*  
**Ethnie et syndicalisme chez les travailleurs agricoles à San Quintín, Mexique**

Nous analyserons les différentes problématiques opposant les acteurs sociaux qui interviennent dans les processus de production de ces entreprises (le patronat, les ouvriers permanents et temporaires, l'administration publique, etc.), mais aussi les contradictions internes aux travailleurs temporaires eux-mêmes. Octobre 2014, à San Quintin (Basse Californie, Mexique). Un groupe de travailleurs temporaires d'origine indienne éclate une grève contre les grandes entreprises agricoles qui produisent des légumes pour fournir les supermarchés des États-Unis, du Canada et du Mexique. Son principal objectif est l'entreprise américaine Driscoll, spécialisée dans la production de la fraise. Leurs conditions de travail sont inhumaines, bien en-dessous de l'idée du *travail décent* (BIT). Ils exigent une augmentation de salaire, de meilleures conditions de travail (sécurité sociale), le droit à la syndicalisation, le respect à leur condition ethnique et contre le harcèlement sexuel des femmes travailleuses. Ils reçoivent la solidarité de nombreuses organisations et syndicats mexicains, mais aussi de la *United Farm Workers*.

14 h 00 Marc-André ANZUETO *UQAM - Université du Québec à Montréal*  
**Performativité, capital symbolique et politiques de droits humains : les relations entre le Canada et le Guatemala entre 2006 et 2015**

En étudiant les cas de la CICIG et d'ASF-Canada, cette communication cherche à mettre en lumière la logique politique derrière l'appui du gouvernement Harper. Utilisant une approche constructiviste appuyée par l'analyse de documents d'archives et d'une trentaine d'entretiens réalisés dans les deux pays, cette présentation examine l'aspect *performatif* des politiques canadiennes de droits humains au Guatemala sous l'ère Harper (2006-2015). Depuis le début de ses activités en 2007, la *Commission internationale contre l'impunité au Guatemala* (CICIG) a constamment bénéficié de l'appui du Canada. Cette commission a été créée afin de démanteler les structures clandestines gangrénant l'État de droit au Guatemala. Or, le capital symbolique du Canada en matière de défense des droits humains sur la scène internationale a été fortement ébranlé sous l'ère Harper (2006-2015). D'une part, le gouvernement canadien a mis en œuvre une politique favorisant les intérêts du secteur extractif et, d'autre part, plusieurs organisations non-gouvernementales (ONG) canadiennes ayant critiqué ce tournant commercial de l'aide canadienne ont subi d'importantes coupures pour des raisons idéologiques. Malgré cela, le gouvernement Harper a continué de promouvoir le respect des droits humains au Guatemala en finançant d'importantes initiatives en termes de résolutions de litiges stratégiques pilotées par l'ONG Avocats Sans Frontières (ASF-Canada).

14 h 15 **Adriana POZOS UQAM - Université du Québec à Montréal**  
**Caravane d'Ayotzinapa à Ottawa : continuités et ruptures de la mobilisation de Mexicains à Montréal**

En septembre 2014, la disparition de 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa aux mains des forces de l'ordre, en collusion avec le crime organisé, a déclenché l'une des plus grandes mobilisations sociales de l'histoire récente du Mexique. Au Canada, la mobilisation pour Ayotzinapa s'est articulée autour de l'exigence de retirer le Mexique de la *Liste de pays d'origine désigné*. Celle-ci exclut le droit au refuge aux ressortissants des pays figurant sur la liste. À Montréal, avant la mobilisation pour Ayotzinapa, existaient déjà des groupes mobilisés autour de différentes causes en rapport avec le Mexique : ces luttes avaient d'ailleurs engendré des collaborations, mais aussi des ruptures. Néanmoins, face aux événements d'Ayotzinapa et à la venue en caravane d'une délégation des proches des étudiants disparus se sont créés des espaces de convergence ayant eu pour objectif l'établissement d'un front commun. Dans cette communication, nous allons donc explorer les mécanismes ayant permis de mettre en commun les objectifs et les stratégies de mobilisation.

14 h 30 Discussion

14 h 45 Pause

15 h 00 - 17 h 00

**Demande justicialiste et autoritarisme masqué : qu'en est-il du clivage gauche-droite?**

Communications orales

Discutant : Nancy THÈDE UQAM - Université du Québec à Montréal

Bâtiment – Local : Pavillon Hubert-Aquin (A) – A-2855

15 h 00 Renée FREGOSI IHEAL Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle

**Demande justicialiste et autoritarisme masqué : qu'en est-il du clivage gauche-droite?**

16 h 00 Discussion

16 h 20 Période de questions

**Vendredi 13 Mai 2016**

8 h 30 - 10 h 00

**Nouvelles formes et enjeux de citoyenneté**

Communications orales

Présidence/animation : Nancy THÈDE UQAM - Université du Québec à Montréal

Discutant : Nancy THÈDE UQAM - Université du Québec à Montréal

Bâtiment – Local : Pavillon Hubert-Aquin (A) – A-2855

8 h 30 Charmain LEVY UQO - Université du Québec en Outaouais

**La partisanerie des mouvements sociaux dans l'espace public au Brésil**

Les mouvements sociaux brésiliens font partis de la base sociale du Parti des Travailleurs depuis sa fondation. Ceci est important parce que les partis politiques peuvent offrir aux mouvements sociaux un meilleur accès à l'État, à ses ressources et à ses institutions, ou en revanche peuvent utiliser l'État pour réprimer les mouvements d'opposition. Nous allons voir comment cette relation change une fois que ces partis accèdent au pouvoir et que les deux acteurs se voient contraints à s'adapter à ce changement, tout en poursuivant leurs missions et leurs objectifs respectifs pouvant parfois converger ou diverger.

8 h 45 Hubert CARTON DE GRAMMONT Universidad Nacional Autónoma de México  
**L'éclatement de la communauté villageoise au Mexique**

L'impact de la mondialisation sur les sociétés rurales est énorme. Au-delà des différences régionales, le processus fondamental que l'on retrouve partout est celui de la diminution de la population agricole dans l'ensemble de la population rurale, connue comme processus de *désagrarisation*. Nous calculons qu'au Mexique moins d'un tiers des foyers ruraux travaille comme producteur agricole aujourd'hui contre 65% en 1992 (72% en 1963). En contre partie, l'emploi rural, non agricole (travail dans le secondaire et le tertiaire), est devenu la principale source de revenus de la population rurale. Dans notre présentation, nous analyserons quelques conséquences de cette profonde transformation sur la communauté villageoise au Mexique.

9 h 00 Sophie Mireille LAVOIE *University of New Brunswick*

**Un traité (néo)fémiste en Amérique centrale : Le pays des femmes de Gioconda Belli**

Dans son roman *Le pays des femmes* (2010), l'auteure nicaraguayenne Gioconda Belli propose une société novatrice : un pays centraméricain de gauche et (néo)fémiste auquel elle avait rêvé pour la première fois pendant l'ère initiale Sandiniste (1979-90). Face aux problèmes concrets auxquels elles étaient soumises dans leur pays soi-disant révolutionnaire, un groupe de militantes sandinistes avait créé le Parti de la Gauche Érotique. Vingt ans après la défaite des Sandinistes en 1990, Belli concrétise la vision de ce groupe féministe dans son roman qui est associé à un site internet qui se veut lieu d'incubation de nouvelles idées pour un avenir plus inclusif de la femme. Cette présentation analysera les liens entre le passé, le présent et l'avenir dans la vie et le roman de Gioconda Belli, avec un regard particulier sur la vision (néo)fémiste qu'elle propose pour contrer et dénouer les pratiques autoritaires auxquelles les femmes ont été (et demeurent) assujetties, autant sous la dictature des Somoza que sous le gouvernement Sandiniste.

9 h 15 Joannie JEAN *Université d'Ottawa*

**Pour une redéfinition du rôle des acteurs collectifs : le cas du Chili**

Au Chili, la multiplicité des représentations du passé et de leurs formes dans l'espace public est devenue une source de conflit et de lutte sur le sens à donner à ce passé et à la légitimité des acteurs. Dans cette communication, j'argumenterai que l'état actuel des recherches sur les politiques de la mémoire au Chili ne permet pas une compréhension du rôle des porteurs de mémoire comme acteurs hétérogènes, c'est-à-dire ayant des objectifs à la fois communs et différents, des stratégies analogues et opposées et des représentations du passé à la fois semblables et distinctes. Plus précisément, je proposerai une théorisation alternative afin de pouvoir amener une vision plus adéquate et plus large de la complexité du rôle des acteurs et des différentes sphères de la société qu'ils investissent notamment dans les mouvements de mobilisations de la mémoire et les politiques de la mémoire.

9 h 30 Discussion

9 h 45 Pause

10 h 00 - 12 h 00

**Table ronde : démocratisation, vers une quatrième vague en Amérique latine?**

Panel

Présidence/animation : Mélanie DUFOUR-POIRIER *Université de Montréal*

Discutant : Mélanie DUFOUR-POIRIER *Université de Montréal*

Participant(s) : Manuel DE LA FUENTE *Universidad Mayor de San Simón*, Julián DURAZO

HERRMANN *UQAM - Université du Québec à Montréal*, Renée FREGOSI *IHEAL Université Paris 3*

*Sorbonne-Nouvelle*, Jorge LEON *UQAM - Université du Québec à Montréal*

Bâtiment – Local : Pavillon Hubert-Aquin (A) – A-2855

11 h 30 Période de questions

11 h 50 Mot de clôture

Les résumés des communications orales et par affiche des colloques et des communications libres n'engagent que les auteurs et n'ont pas fait l'objet d'une relecture orthotypographique de la part de l'Acfas.